



CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

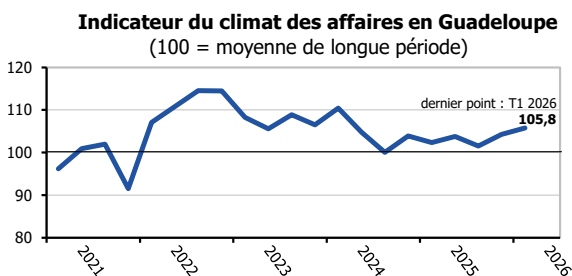
1^{ER} TRIMESTRE 2026

Au 1^{er} trimestre 2026, la conjoncture économique reste fragile malgré quelques signaux d'amélioration. Le climat des affaires poursuit sa progression au-delà de sa moyenne de long terme, soutenu par une activité globalement stable, une amélioration des délais de paiement et une forte baisse des impayés. L'évolution du marché du travail est faiblement positive tandis que l'inflation reste contenue et nettement inférieure à celle observée en France. En revanche, l'investissement privé ralentit après l'achèvement de plusieurs chantiers majeurs, et la consommation des ménages demeure contrainte. Les échanges extérieurs se replient également, en lien avec la baisse des exportations hors produits pétroliers. Dans ce contexte, le secteur du BTP est en retrait, celui du commerce atone, et le tourisme résiste malgré un léger tassement du trafic de passagers.

Un climat des affaires mieux orienté, dans une conjoncture encore fragile

Un climat des affaires mieux orienté

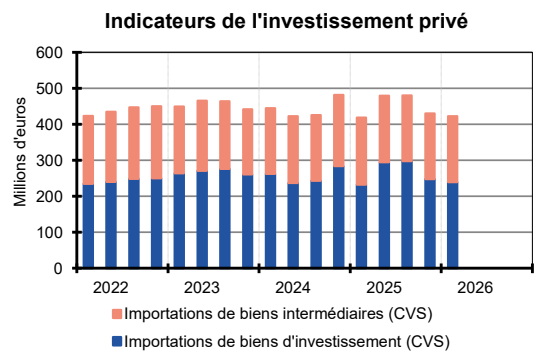
Au 1^{er} trimestre 2026, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 1,5 point pour atteindre 105,8 points, après une hausse déjà marquée au trimestre précédent (+2,8 points). Il demeure ainsi au-dessus de sa moyenne de long terme (100 points). Cette évolution favorable s'appuie sur une activité qui se maintient et sur une amélioration des délais de paiement, contribuant à stabiliser la trésorerie des entreprises. En parallèle, le montant des impayés sur effets de commerce poursuit son repli, de manière plus marquée. Il recule de 35,2 % en glissement trimestriel, après une diminution de 6,5 % au trimestre précédent. Dans ce contexte plus porteur, la dynamique entrepreneuriale reste soutenue, avec 1 553 créations d'entreprises au 1^{er} trimestre (+4,9 %), principalement tirées par les microentreprises. Toutefois, cette vitalité contraste avec un niveau de défaillances toujours élevé, qui recule légèrement sur le trimestre (-1,2 %).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

L'investissement privé ralentit

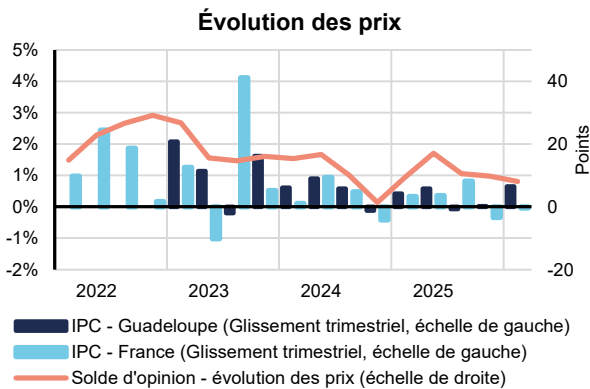
Fin mars 2026, l'investissement privé montre des signes d'essoufflement. Les importations de biens d'investissement et les immatriculations de véhicules utilitaires reculent respectivement de 3,4 % et 5,4 % sur le trimestre. Les montants d'investissement déclarés à la DRFIP diminuent eux de 11,7 % sur une année glissante. Ce ralentissement intervient dans un contexte où plusieurs chantiers structurants, privés comme publics, ont été achevés fin 2025. L'ensemble de ces réalisations a mécaniquement réduit la demande en équipements et en travaux en début d'année 2026. À l'inverse, quelques signaux restent orientés à la hausse. Les importations de biens intermédiaires progressent légèrement (+0,7 %) et les crédits d'investissement poursuivent leur augmentation (+2,7 %). Toutefois, ces évolutions restent limitées au regard du niveau d'investissement observé en début d'année, et les chefs d'entreprise envisagent de réduire leurs projets au cours des douze prochains mois.



Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

Une inflation contenue en début d'année

Fin mars 2026, les prix restent globalement stables sur trois mois (+0,3 % après +0,6 % au 4^e trimestre 2025). Cette évolution demeure nettement inférieure à celle observée en France sur la même période (+1,3 %). Les prix des services (+1,3 %), des produits manufacturés (+0,3 %) et de l'alimentation (+0,1 %) évoluent de manière modérée, tandis que le recul marqué des prix de l'énergie (-4,5 %) contribue à contenir l'inflation en Guadeloupe. Une remontée des prix de l'énergie est toutefois observée en fin de trimestre et pourrait se généraliser sur les prochains mois.



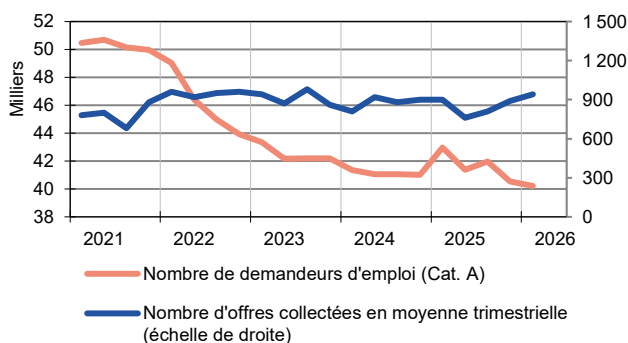
Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

Selon notre enquête de conjoncture, les entreprises des industries agroalimentaires et du commerce se distinguent par une orientation à la baisse de leurs prix. De leur côté, les professionnels du tourisme indiquent une stabilité de leurs tarifs.

Un marché de l'emploi résilient

Fin mars 2026, les indicateurs du marché du travail sont mieux orientés¹. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) s'établit à 40 210, en baisse de 0,8 % sur un trimestre. En parallèle, 940 offres d'emploi sont déclarées en moyenne par mois, en hausse de 5,6 % sur trois mois (CVS). Au 4^e trimestre 2025, l'emploi dans le secteur privé se maintient (+0,1 %) avec 86 135 salariés (CVS), contre 86 014 salariés à fin septembre 2025 (CVS).

DEFM A et nombre d'offres collectées
(données CVS)



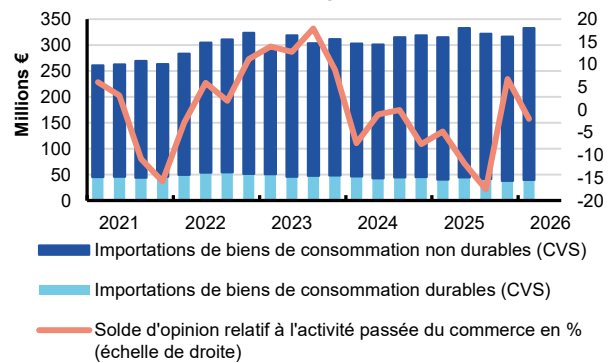
Sources : DIECCTE, ACOSS. © IEDOM

¹ Ces évolutions doivent être interprétées avec prudence, car France Travail a modifié les règles d'inscription et de classement des demandeurs d'emploi (cf. [note explicative du 29 janvier 2026](#)). Pour rappel, entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, ces changements

Une consommation des ménages sous contrainte

Au 1^{er} trimestre 2026, les importations de biens de consommation ; durables (+3,8 %) comme non durables (+5,4 %) ; progressent, mais la consommation des ménages reste contrainte. Selon les chefs d'entreprise du commerce, les stocks apparaissent globalement supérieurs à la normale, ce qui suggère que ces hausses reflètent surtout des reconstitutions de stocks après les fêtes de fin d'année plutôt qu'une demande plus soutenue. Les indicateurs financiers confirment ce diagnostic. Les ménages ont eu moins recours au crédit à la consommation pour financer leurs achats (-1,1 %), mobilisant davantage leur trésorerie. Les dépôts à vue reculent de 2,1 % et les placements liquides de 1,9 %. Ce comportement peut traduire un recentrage des ménages sur les dépenses essentielles, dans un contexte budgétaire plus contraint. Enfin, le nombre de dossiers de surendettement demeure nettement supérieur à son niveau d'un an plus tôt (+24,1 %), illustrant les tensions persistantes sur le budget des ménages.

Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Les échanges extérieurs se replient

Au 1^{er} trimestre 2026, les exportations en valeur reculent de 4,5 % en glissement trimestriel (CVS). Cette baisse provient principalement des biens d'investissement (-31,4 %), en particulier des matériels de transport (-33,6 %). À l'inverse, les réexpéditions de produits pétroliers progressent nettement (+37,7 %), tandis que les exportations de produits des industries agroalimentaires augmentent plus modérément (+2,1 %). Hors produits pétroliers, les exportations se contractent de 7,7 %.

Les importations enregistrent un repli plus limité (-1,3 %). Celui-ci s'explique surtout par la baisse des importations de produits pétroliers (-16,9 %), dans un contexte international marqué par la hausse des cours du pétrole et les perturbations du trafic liées au conflit au Moyen-Orient. Hors produits pétroliers, les importations progressent de 1,4 %, tirées par les biens de consommation non durables (+5,4 %).

ont entraîné une baisse du nombre d'inscrits en catégorie A, une hausse en catégories B et C, ainsi qu'une augmentation des sorties des catégories A, B et C.

L'activité des secteurs moins dynamique

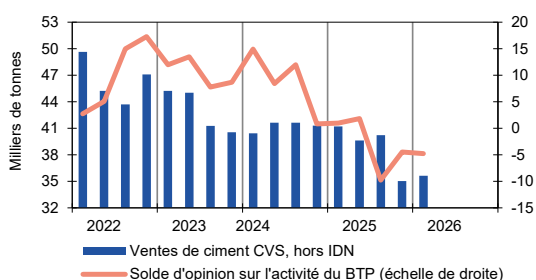
BTP : une activité toujours dégradée

Soutenu par d'importants investissements publics comme privés au cours des dernières années, le niveau d'activité du secteur du BTP est fragilisé par l'achèvement de plusieurs chantiers structurants fin 2025. Les chiffres d'affaires déclarés reculent ainsi de 6,5 % sur un an. Dans le même temps, l'amélioration des délais de paiement contribue à atténuer les tensions de trésorerie des entreprises.

Les indicateurs liés au logement confirment ce ralentissement à court terme, le recul de 35,6 % des attestations de conformité électrique, traduisant une baisse des livraisons de logements neufs. En revanche, les permis de construire repartent à la hausse sur le début de l'année (+23,9 %, CVS), laissant entrevoir un redressement progressif de l'activité dans les prochains trimestres.

Les perspectives du secteur demeurent ainsi soutenues par plusieurs opérations structurantes à moyen terme : l'extension du port de Jarry, la déviation de la Boucan/Sainte-Rose, le plan Eau, une nouvelle unité de production sur la centrale géothermique de Bouillante, la poursuite des travaux sur la cité scolaire de Baimbridge (7,2 M€ en 2025 et 8,9 M€ en 2026). S'y ajoutent les chantiers des maisons d'arrêt de Basse-Terre (44,5 M€) et de Baie-Mahault (43,7 M€), ainsi que la construction de nouveaux hôtels et la modernisation de l'aéroport.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

Tourisme : une activité soutenue malgré le léger recul du trafic

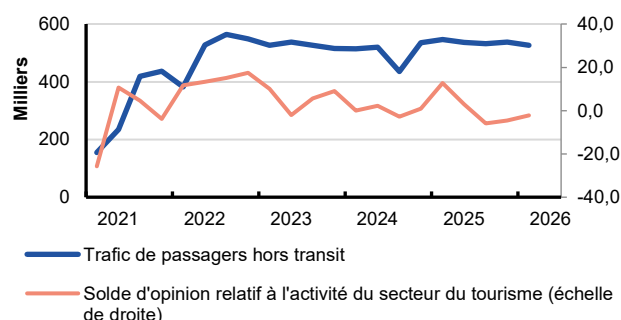
Fin mars 2026, l'activité touristique ralentit, mais se maintient à un niveau élevé. Le trafic de passagers à l'aéroport (hors transit) recule légèrement (-2,0 % sur trois mois, après +1,1 % au trimestre précédent, CVS), tandis que les nuitées hôtelières se stabilisent à un niveau soutenu (-0,4 %, après +10,1 % au 4^e trimestre 2025, CVS). Malgré ce tassement, le chiffre d'affaires du secteur de l'hébergement-restauration progresse de 1,7 % (source DRFIP), traduisant la bonne résistance de l'activité. Cette évolution intervient dans un contexte marqué par l'attractivité des festivités du carnaval et par la bonne tenue de la saison des croisières.

La situation du trimestre s'est d'ailleurs révélée moins dégradée qu'anticipée par les professionnels. L'amélioration des délais de paiement a contribué à

préserver les trésoreries, dans un contexte marqué par une hausse des charges d'exploitation.

Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprise se montrent plus confiants. Ils anticipent une progression de l'activité et, plus largement, une amélioration de leurs conditions d'exploitation.

Trafic de passagers et activité touristique



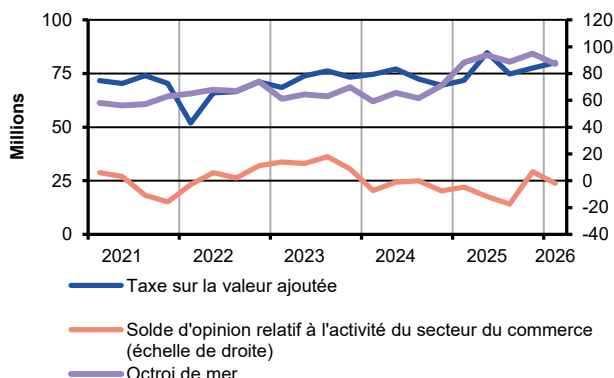
Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Maryse Condé. © IEDOM

Commerce : une faible activité, sauf pour le marché de l'automobile

Toujours contrainte au 1^{er} trimestre 2026, la consommation des ménages pèse sur l'activité du commerce, qui demeure peu dynamique. Les professionnels du secteur font état de niveaux de stocks supérieurs à la normale, traduisant une demande insuffisante malgré les reconstitutions intervenues après les fêtes de fin d'année. Cette situation est corroborée par le recul du chiffre d'affaires du commerce, qui diminue de 1,1 % (source DRFIP).

Les entreprises du secteur font également face à des tensions de trésorerie plus marquées, en lien avec une dégradation des délais de paiement. Les recettes d'octroi de mer diminuent de 8,1 % sur le trimestre pour s'établir à 87,1 millions d'euros. À l'inverse, les recettes de TVA progressent de 3,7 % pour atteindre 80,1 millions d'euros, évolution qui pourrait refléter la bonne tenue des services marchands au premier trimestre. Le marché automobile, quant à lui, retrouve une dynamique positive, avec 3 300 immatriculations de véhicules neufs (+9,1 %), après le recul observé en fin d'année 2025.

Activité du secteur du commerce



Sources : DGFIP, Enquête de conjoncture de l'IEDOM.

© IEDOM

Une dynamique d'intégration caribéenne face à des fragilités persistantes

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la région caribéenne devrait enregistrer une croissance économique de 5,5 % en 2025 et de 8,2 % en 2026, portée principalement par l'essor de la production pétrolière au Guyana, sans lequel la croissance de la région passerait de 1,9 % en 2025 à 1,8 % en 2026. Cette dynamique masque toutefois des situations plus modestes dans la plupart des économies caribéennes, freinées par des coûts d'importation élevés, une forte exposition aux chocs climatiques et une dépendance au secteur tourisme. À titre d'exemple, Trinité-et-Tobago devrait enregistrer un ralentissement de sa croissance de 1,3 % en 2025 à 0,9 % en 2026 et dans une moindre mesure l'économie de la Jamaïque devrait croître de 1,5 % en 2025 à 1,4 % en 2026.

La CEPALC souligne ainsi que les perspectives économiques des Caraïbes, à l'exclusion du Guyana, restent fragiles. Cette fragilité est renforcée par la vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles qui ont contribué à une détérioration des soldes des comptes courants dans plusieurs économies des Caraïbes. Les dommages causés par l'ouragan Mélissa en offre une illustration, avec des dégâts équivalents à 30 % du PIB de la Jamaïque. De même, le phénomène El Niño, attendu à partir de mi-2026, pourrait engendrer des épisodes de sécheresse ou de précipitations accrues, selon les territoires, susceptibles de perturber les secteurs agricoles et énergiques.

En parallèle, la CEPALC indique que les incertitudes économiques mondiales et la volatilité des conditions financières continuent de peser sur les économies de la Caraïbe et de l'Amérique latine. Si la décélération de l'inflation ouvre la voie à un assouplissement monétaire, la stagnation de la productivité et la faiblesse des investissements compromettent encore les perspectives de croissance à long terme.

Ces constats renforcent la nécessité d'approfondir l'intégration caribéenne. Le premier sommet régional initié par la République dominicaine illustre cette dynamique, en cherchant à structurer des réponses communes face à des vulnérabilités partagées : sécurité alimentaire, connectivité maritime et aérienne, gestion des crises environnementales comme les sargasses. Ce cadre élargi associe États souverains et territoires caribéens (Sint Maarten, Curaçao, Aruba, Îles Vierges britanniques). Toutefois, la concrétisation de ce partenariat exige une coordination économique rendue plus exigeante par un espace institutionnel particulièrement hétérogène (Républiques indépendantes, pays du Royaume des Pays-Bas, territoires britanniques d'outre-mer et régions ultrapériphériques européennes).

Sources : ECLAC, DG Trésor, CARICOM, France Antilles

La croissance à l'épreuve des tensions internationales

Les dérèglements internationaux ; crise au Moyen-Orient en tête ; pèsent sur l'économie mondiale en 2026. Le FMI anticipe un ralentissement de sa croissance, à +3,1 %, au cours de l'exercice. La dégradation de la conjoncture internationale et les prix élevés du pétrole pourraient également entraîner un regain d'inflation, à +4,4 % en 2026 contre +4,1 % en 2025. L'exercice 2027 pourrait marquer un retour à un environnement économique moins adverse, avec une croissance plus soutenue (+3,2 %) et une inflation mieux maîtrisée (+3,7 %), estime toutefois l'institution.

Moins exposée que les pays importateurs d'énergie et à la faveur d'une politique fiscale accommodante et des effets différés des baisses de taux d'intérêt opérées en 2025, la croissance américaine est attendue à +2,3 % en 2026 par le FMI. Cette hausse est sensiblement plus élevée que la moyenne des économies avancées, tirée à la baisse par la dégradation de la situation internationale, à +1,8 %.

Sensible aux conséquences de la crise au Moyen-Orient, la zone euro voit ses perspectives de croissance reculer à 1,1 %, contre 1,4 % en 2025. La croissance de l'économie devrait rester faible en 2026 en Allemagne (+0,8 %) comme en Italie (+0,5 %), l'Espagne bénéficiant d'un surcroît de dynamisme (+2,1 %).

En France, la Banque de France anticipe dans son scénario central une hausse du PIB de 0,9 % en 2026. L'inflation, dopée par les prix de l'énergie, s'élèverait à 1,7 %. Une dégradation durable de la situation au Moyen-Orient pourrait toutefois peser tant sur la croissance que sur l'inflation.

La dégradation de la situation internationale, la hausse des prix de l'énergie et une demande extérieure atone pèsent sur l'économie japonaise. En dépit des incitations fiscales adoptées à l'automne 2025, celle-ci devrait connaître une croissance limitée en 2026, à +0,7 %.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique a augmenté de 4,4 % en 2025. Elle est notamment restée dynamique en Inde (+7,6 %) et dans une moindre mesure en Chine (+5,0 %) et au Brésil (2,3 %). La croissance ralentit en revanche fortement en Russie (+1,0 %). En 2026, le FMI anticipe un rythme de croissance comparable à 3,9 % dans ce groupe de pays, avec une stabilisation de la croissance en Russie (+1,1 %) et une inflexion au Brésil (+1,9 %), en Inde (+6,5 %) ou encore en Chine (+4,4 %).

Sources : FMI, Banque de France

Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 1^{er} trimestre 2026, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEDOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse*, *stable* ou *en hausse*), elles en proposent désormais cinq (par exemple : *en forte baisse*, *en légère baisse*, *stable*, *en légère hausse*, *en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon

Rédaction : V. Chaudérac, T. Combet, A. Shitalou, J. Soukaï – Éditeur et imprimeur : IEDOM